



Département des Ressources Numériques

**PRESTATIONS D'INSTALLATIONS ET DE MAINTIEN EN
CONDITIONS OPÉRATIONNELLES ET DE SÉCURITÉ
D'INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(R.C.)**

**Appel d'offres ouvert
(articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique)**

Procédure complètement dématérialisée
<https://marchespublics.nantesmetropole.fr/entreprise>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence
(A.A.P.C.)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 – FORME DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 – NOMENCLATURES	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2 - VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES (PSE) ET/OU PRESTATIONS TECHNIQUES ALTERNATIVES (PTA)	4
2.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	4
ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ÉLECTRONIQUES	4
4.1 - CONTENU DE LA CANDIDATURE ÉLECTRONIQUE	5
4.2 – CONTENU DE L'OFFRE ÉLECTRONIQUE	6
ARTICLE 5 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 6 - DOCUMENTS À PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE	7
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	8

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 - Objet et forme de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'achat de logiciels bureautiques pour les besoins du groupement de commandes informatiques.

Le marché englobe des prestations de gestion du marché, des prestations d'approvisionnement et des prestations opérationnelles.

Les prescriptions techniques sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché. Il décrit les besoins, les contraintes et les exigences caractérisant les activités à organiser et à réaliser par le Titulaire.

Précisions sur le Groupement de Commandes : Cette consultation est lancée par le Groupement de Commandes Informatique constitué par Nantes Métropole, la ville de Nantes et son CCAS. Au terme de la convention constitutive de ce groupement de commandes, Nantes Métropole assure la mission de coordonnateur chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des co-contractants. Chacun des membres du groupement exécute ensuite avec le titulaire retenu le marché qu'il aura signé à hauteur de ses besoins propres tels que définis à l'article 2 de l'acte d'engagement.

1.2 – Forme de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Pour répondre au besoin, le marché prendra la forme d'un **accord-cadre mono-attributaire**, avec émission de bons de commande, dénué de tout montant minimum, mais assorti d'un montant maximum arrêté pour toute la durée contractuelle, à **990 000,00 € HT** pour l'ensemble des membres du groupement, avec la répartition suivante :

Membres du groupement	Montant minimum de l'accord-cadre	Montant maximum de l'accord-cadre
Nantes Métropole / Ville de Nantes mutualisé	Sans montant minimum	970 000,00 € HT
Ville de Nantes – budget spécifique	Sans montant minimum	10 000,00 € HT
CCAS de Nantes	Sans montant minimum	10 000,00 € HT

Cet accord-cadre aura ainsi pour objet de définir les termes régissant les modalités d'exécution des bons de commandes passés sur son fondement.

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. L'allotissement rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteux l'exécution des prestations.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Par ailleurs, il est rappelé que la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf à s'inscrire dans l'une des exceptions de l'article R2142-26 du Code de la commande publique.

1.5 – Nomenclatures

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : **48920000-3 (Logiciels de bureautique)**.

La nomenclature interne est **INS21**.

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée au C.C.A.P.

2.2 - Variantes et/ou prestations supplémentaires (PSE) et/ou prestations techniques alternatives (PTA)

Les variantes facultatives (à l'initiative du candidat) ne sont pas acceptées.

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

Aucune prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire, au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique, n'est prévue.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- l'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe « co-traitance » ;
- le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses deux annexes « données » ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le Bordereau de prix unitaires (B.P.U.) assorti d'un détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **15 jours calendaires** avant la date limite pour la remise des offres. Ce délai court à compter de la date d'envoi par l'acheteur des modifications (non compris le jour d'envoi des modifications et la date limite de remise des offres). Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que des seuls titulaires pressentis, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si un opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles En complément, il indiquera la répartition du CA de l'entreprise par secteur d'activité des clients (en distinguant la fonction publique) et son évolution au cours des 3 dernières années.
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années (cadre F1 du document DC2* à remplir si utilisation de ce document)
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public). Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

*disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque co-traitant, excepté l'imprimé DC1 qui n'est à fournir que par le mandataire. De même, dans cette hypothèse, la forme du groupement (soit solidaire, soit conjoint) sera précisée par les soumissionnaires dans le DC1 et l'acte d'engagement ainsi que le nom du mandataire.

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

NOTA : Avant de procéder à l'examen de la candidature, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur pourra décider de demander au candidat de produire ou compléter ces pièces.

4.2 – Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
Les annexes au C.C.A.P. « Données de la collectivité » et « Données personnelles » , dûment complétées
L'annexe du C.C.T.P. « CCTP_Annexe 3_Clause de confidentialité » , dûment complétée
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
<p>Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) :</p> <ul style="list-style-type: none"> le candidat complètera obligatoirement les cadres des bordereaux des prix unitaires (BPU) ; le candidat prendra bien soin d'arrondir tous les prix au centime dans ses bordereaux et de contrôler les bons reports des prix du BPU (pièce contractuelle) vers le DQE, sans omettre les remises et rabais, dans les cas où ils sont applicables ; les bordereaux des prix sont établis sur la base de tableurs et il appartient au candidat de vérifier les formules éventuellement intégrées sur chaque ligne, les formules des sous-totaux, les formules des totaux ou toute autre forme de calcul ; si le candidat a des interrogations sur la méthodologie à utiliser pour renseigner correctement le DQE et les BPU, il adressera ses questions via le profil acheteur, dans les conditions définies à l'article 7 du présent document.
<p>Un mémoire technique constitué par les réponses au cadre de réponse (annexe 7 du CCTP), dûment complété.</p> <p>Y sera annexé une première version du Plan d'Assurance Sécurité (PAS) : le candidat peut utiliser son propre modèle ou utiliser celui qui est joint au dossier de consultation (annexe 4 du CCTP) ; dans le cas où le candidat utiliserait son modèle, il produira une matrice de correspondance afin d'en faciliter l'analyse.</p>
Le ou les catalogue(s) et tarifs proposés, en lien avec l'objet du marché

Remarque : Seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

Formats électroniques des fichiers du dossier de réponse

Les candidats devront utiliser les formats de fichiers compatibles avec les outils bureautiques de la personne publique.

Il est demandé expressément au candidat de retourner les tableaux financiers (BPU et DQE) dans leur format source et non dans un format image de type PDF par exemple.

Renvoi d'Information

Le candidat se doit de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'il pourrait déceler dans les pièces du présent dossier de consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la Commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières, à condition, d'une part, qu'elles ne soient pas anormalement basses, et, d'autre part, que cette régularisation n'ait pas pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : **Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles.**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Coefficient
Valeur technique	40
<ul style="list-style-type: none">Qualité de l'organisation, des engagements et de la description des prestations de début et fin de contrat et de pilotage du marché, d'acquisition et de suivi des livraisons	20
<ul style="list-style-type: none">Complétude et qualité du catalogue proposé au regard des besoins de l'acheteur	15
<ul style="list-style-type: none">Qualité du service après-vente	5
Numérique responsable	10
<ul style="list-style-type: none">Mesures en vue de la réduction de l'empreinte environnementale	10
Prix des prestations et du catalogue apprécié au regard du DQE	50

Chaque critère et sous-critère sera noté sur 5. La qualité du dossier de réponse (précision, exhaustivité de la description de l'offre et des engagements du titulaire) sera prise en compte pour l'évaluation des critères ci-dessus.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires plafonds prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants, singulièrement ceux du D.Q.E., pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées aux articles L2141-7 à L 2141-10 du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements nécessaires complémentaires les candidats devront faire à travers le profil acheteur une demande écrite au plus tard dans le délai de 10 jours avant la remise des offres sur le profil acheteur depuis l'adresse suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr/entreprise>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt : contact.marches@nantesmetropole.fr